



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU LUNDI 13 OCTOBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Développement Economique,
Emploi, Formation et Tourisme

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:

**Les Arcs-sur-
Argens - Installation
Terminale
Embranchée des
Bréguières, partie 2
- Délivrance du
quitus technique et
financier à VAD**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, LEGRAIEN Françoise, LEROUX Florence, LE POULAIN Yves , LOEW Grégory, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Liliane BOYER pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Nathalie GONZALES, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, David SONNEVILLE pouvoir à Florence LEROUX

ABSENT :

MARCEL Frédéric

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mademoiselle Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Alain PARLANTI

17 OCT. 2014

Transmis le :

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le17 OCT. 2014.....

Il est rappelé au Conseil communautaire qu'une convention de mandat a été passée avec Var Aménagement Développement (VAD) pour gérer la totalité de l'opération relative à la création de l'embranchement ferroviaire, partie 2, nécessaire à la ZAC des Bréguières.

Il est stipulé à l'article 10 de la convention de mandat les conditions de fin de mission du mandataire VAD et donc de délivrance du quitus. Par conséquent, ce dernier est donné « à la demande du mandataire après exécution complète de ses missions et notamment :

- réception des ouvrages et levée des réserves de réception,
- mise à disposition des ouvrages,
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- remise des dossiers complets comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages,
- établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par le maître d'ouvrage,

Le maître d'ouvrage doit notifier sa décision au mandataire dans les quatre mois suivant la réception de la demande de quitus. »

Dans cette perspective, toutes les conditions sont réunies pour délivrer le quitus sollicité. En effet,

- la demande de délivrance à la Communauté d'Agglomération Dracénoise (CAD) s'est opérée à compter de la réception de la demande soit le 11 juillet 2014,
- la réception des ouvrages avec réserves a eu lieu le 28 mars 2013 et les levées de réserves Lot 1 « Terrassement, voies ferrées » et Lot 2 « Ouvrages d'art » se sont déroulées respectivement le 6 septembre 2013 et le 4 juillet 2013,
- à la demande de la CAD, la mise à disposition est différée par mesure de sécurité en attendant la réalisation de l'embranchement fer interne « ITE 3 »,
- la période de garantie de parfait achèvement est achevée depuis le 20 mars 2014,
- les dossiers complets contenant les pièces contractuelles ont été remis par la mandataire à la CAD courant septembre 2014,
- le bilan général et définitif ou bilan de liquidation de l'opération est parvenu à la CAD le 11 juillet 2014.

Considérant que le bilan de liquidation transmis par VAD, accompagné des justificatifs conformes, est arrêté au 30 juin 2014 et que la CAD l'a réceptionné le 11 juillet 2014,

Considérant que l'arrêté des comptes fait apparaître un total des travaux de 2 939 746,62 € TTC hors rémunération du mandataire VAD et un solde créditeur au bénéfice de la CAD de 106,71 € TTC pouvant être résumé de la façon suivante :

Dépenses (€ TTC)		Recettes (€ TTC)	
Etudes	209.229,20	Collectivité	2.939.853,33
Réalisations	2.687.791,32		
Frais divers	42.726,10		
TOTAL	2.939.746,62		2.939.853,33
Solde créditeur en faveur de la CAD	106,71		

Considérant que les travaux sont terminés et conformes au projet, il est proposé de donner quitus technique et financier à VAD pour cette opération,

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission des Finances du 9 octobre 2014, il est demandé au Conseil communautaire de bien vouloir :

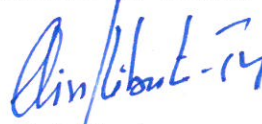
- approuver l'exposé ci-dessus,
- donner quitus technique et financier à VAD pour l'opération d'aménagement de l'Installation Terminale Embranchée, partie 2, de la ZAE des Bréguières,
- approuver un solde créditeur au bénéfice de la CAD de 106,71 € TTC, précisant que cette somme sera déduite sur la prochaine situation qui sera présentée par le mandataire VAD,

et, qui portera exclusivement sur la rémunération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 59 voix pour et 3 abstentions :
(AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le lundi 13 octobre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.